

## **Conférence régionale sur les élections et la stabilité en Afrique de l'ouest**

Allocution de M. Said Djinnit  
Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU  
pour l'Afrique de l'ouest  
Praia, Cap Vert, 18-20 mai 2011

M. le Premier ministre du Cap Vert,  
Messieurs les invités spéciaux,  
M. le Président de la Commission de la CEDEAO,  
M. le Commissaire de l'Union Africaine chargé de la paix et de la sécurité,  
M. le Délégué de l'OIF à la paix, la démocratie et aux droits de l'homme,  
M. le Secrétaire Général de l'Union du Fleuve Mano,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,  
Distingués participants,  
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de souhaiter la bienvenue aux participants et invités spéciaux à cette conférence régionale sur les élections et la stabilité politique en Afrique de l'ouest.

Je voudrais également exprimer ma gratitude, celle du système des Nations Unies et des partenaires à cette initiative, au Gouvernement de la République du Cap Vert pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité dans cette belle ville de Praia.

Je les remercie, en outre, d'avoir offert d'accueillir cette conférence au siège du Parlement, espace de débat démocratique par excellence. J'exprime notre gratitude à Monsieur le Président et notamment à Monsieur le Premier ministre d'avoir bien voulu rehausser de sa présence cette cérémonie d'ouverture et d'avoir bien voulu prendre part

au panel de haut niveau qui va suivre. J'associe à cet hommage les autres dignitaires de la république du Cap-Vert ici présents.

Je salue la présence parmi nous du Général Salou Djibo, l'homme qui a mené de main de maître la transition du Niger à bon port. Je lui suis reconnaissant d'avoir bien voulu accepter de consacrer sa première sortie du territoire national, après les élections générales dans son pays, à la présente rencontre. Merci beaucoup Mon Général.

Je salue en outre la présence de l'ancien président du Ghana, M. John Kufuor qui, malheureusement retenu au dernier moment au pays par des considérations familiales, s'est fait représenter par l'Honorable Agyekum qu'il a chargé de livrer son message à la conférence.

Permettez-moi ensuite relever pour m'en féliciter, que l'initiative de cette rencontre est le fruit d'une remarquable collaboration d'abord entre les différentes unités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest élargie ensuite à d'autres entités du système des Nations Unies et d'autres partenaires. Je remercie le Centre régional du PNUD et les directions nationales du PNUD en Afrique de l'Ouest, la direction régionale du FNUAP et tous les coordonnateurs résidents du système des Nations Unies pour l'appui et la mobilisation efficaces et enthousiastes qu'ils ont apportés à cette initiative. Nous avons également bénéficié du soutien et de l'orientation du Département des affaires politiques des Nations Unies et de sa Division de l'assistance électorale.

Ma gratitude va enfin à mes frères, amis et compagnons, l'Ambassadeur James Victor Gbeho, président de la Commission de la CEDEAO et l'Ambassadeur Ramtane Lamamra, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union Africaine qui ont soutenu cette initiative depuis sa conception et ont bien voulu manifester leur soutien à travers leur participation personnelle à cette conférence. L'Organisation internationale de la Francophonie et l'Union Européenne ont également apporté leur soutien et je tiens à remercier M. Hugo Sada, Délégué à la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme ainsi qu'au représentant de l'Union Européenne, représentant le siège.

Mesdames et Messieurs,

Cette conférence se tient à un moment crucial du processus de transformation politique en Afrique et singulièrement en Afrique de l'Ouest. D'une part, nous avons une Afrique de l'ouest qui affiche une vie politique riche et vibrante, faite notamment d'élections régulières, libres et compétitives. D'autre part cependant, les tensions et violences liées aux processus électoraux et aux situations post-électorales sont devenues une réalité marquante de certains Etats, et constituent un grave risque transfrontalier et régional d'insécurité dans une sous-région aux frontières poreuses et où les blessures de certains conflits passés se referment à peine. Nous avons tous en mémoire les incidents qui ont émaillé les élections dans un certain nombre de pays africains durant ces dernières années et plus récemment encore les événements tragiques qu'a connus la Côte d'Ivoire.

Pendant trois jours, les responsables ouest africains, ainsi que les représentants de la société civile, du monde académique, des experts et des partenaires au développement ici réunis, vont procéder à un examen approfondi du défi de la violence liée aux élections en Afrique de l'ouest. Ils feront des recommandations pratiques et réalistes, adaptées au contexte social et politique de la sous-région, sur les stratégies les plus efficaces pour surmonter ce défi.

Les instruments juridiques et outils politiques définis aux niveaux international et continental et notamment par la CEDEAO dans le contexte de sa politique de convergence régionale des normes constitutionnelles et de son Cadre de prévention des conflits, serviront à la fois de base de réflexion et de boussole aux débats. Dans ce cadre, le Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance, qui définit les conditions d'élections transparentes et crédibles au sein de l'espace CEDEAO, sera examiné et ses perspectives d'amélioration évaluées, dix ans après son adoption par les leaders ouest africains.

Les autres thèmes ciblés pour les débats épousent les préoccupations majeures qui sont celles des processus électoraux aujourd'hui en Afrique de l'ouest. L'importante question

de l'administration électorale, en particulier le rôle et la fonction des commissions électorales nationales, et leurs rapports avec les gouvernements, les cours constitutionnelles et les cours suprêmes, ainsi que l'importante question des enjeux et défis de l'identification et de l'enregistrement des électeurs retiendront l'attention. En somme, toutes ces questions qui sont bien souvent sources de divergence, de tension et de contestation, doivent être examinées à la lumière des expériences électorales récentes.

La conférence ne manquera pas d'évoquer la question lancinante du financement des processus électoraux et le rôle des Organisations internationales et des partenaires au développement. Je souhaite qu'un échange fructueux et franc s'instaure sur ces questions et j'espère, pour ma part, que la responsabilité première des Etats dans le financement des processus électoraux sera souligné et le rôle d'accompagnement de la communauté internationale, mieux cerné et clarifié.

D'autres thèmes transversaux, y compris le rôle des forces de sécurité dans la sécurisation des processus électoraux, la valeur ajoutée des droits de l'homme et de l'équilibre du genre dans l'organisation d'élections pacifiques et crédibles, le rôle crucial des médias feront également l'objet de débats et de recommandations.

Mesdames et Messieurs,

En conclusion, permettez-moi de redire l'importance qu'attachent les Nations Unies à l'accompagnement des Etats d'Afrique de l'Ouest dans leurs efforts visant à créer les conditions pour un développement politique, économique et démocratique dans la paix et la sécurité et sa détermination à continuer à œuvrer, de concert avec les organisations continentale et régionale et les autres partenaires au développement pour un meilleur accompagnement des Etats. Mon espoir est grand que cette rencontre offre une occasion privilégiée pour tirer les leçons des expériences vécues, pour le plus grand bénéfice de la consolidation de la paix et de la démocratie en Afrique de l'Ouest et au-delà.

Je vous remercie de votre attention.